

Budget—M. Clark

Le ministre des Finances aurait pu relever les défis qui se présentaient à lui. Il devait au moins essayer. Il aurait pu stimuler l'économie de façon permanente pour créer des emplois. Son expérience d'octobre dernier aurait dû lui faire comprendre que des demi-mesures ne suffiraient pas. Cela n'a pas marché en octobre, pourquoi pense-t-il qu'elles marcheront maintenant? Nous lui avons dit alors qu'une réduction fiscale de deux mois ne changerait pas la situation économique et je lui dis maintenant qu'une réduction de taxe de six mois n'y parviendra pas davantage.

D'accord, on pourrait enregistrer quelques petites améliorations cet été. Cela pourrait favoriser légèrement les libéraux pendant la seule période qui les intéresse, celle de la campagne électorale. J'espère que nous assisterons effectivement à cette reprise économique et que ces mesures produiront certains effets. Je tiens cependant à le répéter, car c'est là le point faible fondamental non seulement de ce projet de loi mais encore de la philosophie de ce gouvernement à la petite semaine, à temps partiel. Les répercussions de cette mesure s'arrêteront au moment où leur besoin se fera le plus sentir. Nous créons un stimulant qui n'est plus là au moment où il devient le plus nécessaire. On nous présente une mesure destinée à créer de l'emploi dont les effets cessent en octobre et en novembre alors que le besoin d'emplois dans un pays à longue période hivernale comme le nôtre est dans sa phase la plus aiguë.

● (1632)

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre soutient qu'il n'a pas les moyens d'offrir un stimulant plus généreux. Il a dit que le gouvernement n'avait plus de sous dans ses coffres. N'en n'avait-il plus non plus dans le cas de l'EACL, dans le cas d'«Air Otto»—je constate d'ailleurs que notre ministre volant vient de s'absenter temporairement de la Chambre—, dans le cas des programmes de publicité que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner), ainsi qu'il l'a déclaré à la Chambre hier, a l'intention de lancer pour encourager les achats de produits canadiens. Voyez cela, le gouvernement du Canada a bel et bien l'intention de lancer des campagnes publicitaires pour persuader le gouvernement du Canada d'acheter des produits canadiens!

Des voix: Oh, oh!

M. McGrath: C'est la seule façon dont il puisse communiquer avec ses collègues.

M. Clark: Il se pourrait fort bien que les répercussions de ce budget sur la province d'origine du député provisoire de Crowfoot démontrent que la seule façon dont il peut communiquer avec ses collègues et influencer sur leurs décisions est par le biais de campagnes publicitaires.

Je tiens à dire au ministre que j'ai trouvé le moyen d'effectuer quelques économies dans l'administration de l'EACL, dans les programmes de publicité du gouvernement ainsi que dans les voyages extravagants du ministre des Transports (M. Lang) et dans toute une série d'autres domaines que j'ai déjà signalés auparavant au ministre et que je lui répéterai ultérieurement au cours du présent débat. J'ai également trouvé le moyen d'effectuer des économies dans le fait que si nous parvenons à faire en sorte que davantage de Canadiens puissent travailler, nous pourrons alors les rayer des listes de prestataires de l'assurance-chômage.

[M. Clark.]

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je n'arrive pas à admettre comment un gouvernement moderne qui a l'audace de s'appeler libéral et qui ose prétendre vouloir suivre sa tradition de bâtisseur dans notre pays, puisse préférer dépenser les deniers publics en assurance-chômage plutôt que de créer des emplois, alors qu'il se présente comme le parti d'un C. D. Howe, comme le parti des gens qui ont encouragé par le passé leurs compatriotes à bâtir le Canada et à se consacrer au travail. La tradition de bâtisseurs des membres du parti libéral a été bel et bien sapée et enterrée par ce parti, qui préfère encourager les Canadiens à recourir à l'aide sociale plutôt que de leur donner du travail.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous avons besoin immédiatement d'une réduction fiscale d'au moins 2 milliards de dollars. Il devrait s'agir d'une réduction permanente, et non pas d'une espèce de remise de six mois; d'une réduction fiscale qui remette une partie de leur argent aux Canadiens, au lieu d'être simplement un prêt pour 180 jours.

C'est une mesure permanente de ce genre que nous proposons, afin de mettre de l'argent entre les mains des Canadiens à revenus faibles ou moyens, des gens qui sont le plus susceptibles de le dépenser rapidement, de le dépenser au Canada, en achetant des produits canadiens, et de permettre ainsi aux usines et aux entreprises canadiennes, qui travaillent actuellement au-dessous de leur capacité de production, de produire davantage et d'embaucher une partie de l'armée des chômeurs que nous avons dans ce pays. C'est de cela que nous avons besoin pour créer rapidement des emplois.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Entre autres avantages que présente cette proposition, je dois préciser qu'elle est inspirée par un sens élémentaire de la justice sociale. Le gouvernement Trudeau prend les mêmes mesures d'encouragement pour les riches et pour les pauvres. On peut même dire que, sous plusieurs aspects, le ministre donne plus aux riches. Avec ce qu'il propose, le prix des Cadillac va baisser, mais pas celui des aliments.

Des voix: C'est une honte!

M. Clark: Cela montre bien les priorités de ce gouvernement. Entre autres dangers, le fait que ce budget ne traduit aucunement un véritable leadership économique ne fait qu'ajouter au climat de grande incertitude qui règne dans le pays pour ce qui est de notre avenir. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cela se produit car, s'il y a une chose où ce gouvernement excelle, c'est bien l'incertitude.

[Français]

Une des causes fondamentales de nos problèmes pendant les années Trudeau était le refus du gouvernement de considérer comme vraies partenaires dans notre société canadienne les provinces, le monde des affaires et le monde du travail. Le gouvernement a refusé de consulter les syndicats avant de décider d'utiliser le Conseil économique du Canada pendant la période après contrôle, il a refusé d'établir clairement les règlements pour permettre par exemple aux compagnies pétrolières d'augmenter leur exploration dans le Nord du Canada. Il a refusé de faire connaître aux provinces les grandes lignes de la politique nationale pour fournir un contexte dans lequel les provinces puissent planifier leur propre plan d'action. Il a même refusé de publier la nouvelle loi sur les banques. Nous